Irak : une Française partie pour rejoindre l'EI et retenue par l'armée demande l'aide de la France

15/07/2017 à 10h07

Une Française originaire de Seine-et-Marne, partie en Irak en 2015 avec son compagnon pour rejoindre l'Etat islamique, a été arrêtée samedi 8 juillet à Mossoul. Elle est retenue avec ses quatre enfants par l'armée irakienne, selon maître William Bourdon, son avocat, et demande l'intervention de l'État français. En Irak, les complices du groupe État islamique risquent la peine de mort.

Cette mère de famille vivait depuis trois semaines dans un immeuble de Mossoul et ne pouvait pas fuir en raison de la bataille pour la libération de la ville entre l'armée et le groupe État islamique. "*Elle a été interceptée par l'armée irakienne alors qu'elle avait trouvé un abri avec ses quatre enfants mineurs dans la vieille ville de Mossoul. Elle était vraiment au cœur de l'enfer le plus absolu*", précise son avocat. Le père de famille serait décédé, même si cette information reste "*à confirmer*", d'après Me Bourdon.

Le couple, originaire de Seine-et-Marne, était parti rejoindre les rangs du groupe État islamique en 2015 mais **la jeune femme a affirmé, il y a un an, ne plus vouloir soutenir les terroristes et vouloir rentrer en France**. "*Elle aurait été menacée par Daesh, elle aurait fait l'objet d'un ou deux mariages forcés, voilà ce que l'on sait*", affirme William Bourdon. L'avocat de la ressortissante française estime qu'il y a une double exigence, morale et juridique : "*Que ce dossier ne soit pas traité uniquement avec un regard judiciaire, ou en*

gestion de crise, mais avec le très haut niveau d'humanité qu'exige à la fois la présence de quatre enfants mineurs et le fait que cette jeune famille a vécu un enfer lors du siège de Mossoul. "

Interrogé sur la situation des Français arrêtés en Irak, jeudi, la porte-parole du ministère des Affaires Étrangères affirme que les autorités françaises ne contestent pas aux autorités irakiennes "*la possibilité de poursuivre en justice les ressortissants français impliqués dans des organisations terroristes présentes en Irak*". […]